

La génération des « Enfants d'Erasmus » veut prendre ses responsabilités

Article paru dans l'édition du 17.04.10

A plus d'un titre, la crise européenne qu'a ouverte le très laborieux sauvetage financier de la Grèce nous interpelle. Elle nous enseigne que les gouvernements de l'Union, lorsqu'il s'agit de venir en aide à l'un des leurs, quand bien même le problème est inédit et les solutions à inventer, peuvent manquer d'un certain courage politique. Que les Vingt-Sept ne se précipitent pas au secours d'un Etat dont le précédent gouvernement a bafoué les règles de transparence budgétaire est certes compréhensible, mais est-on conscient du prix à payer pour un manque de solidarité collective ?

Outre l'étirement du peloton de la zone euro qui en résulterait, le vrai risque réside dans une perte de confiance sans précédent dans le système communautaire, dans sa monnaie et dans la construction européenne dans son ensemble.

Quelle leçon tirer des attermoissements de ces dernières semaines, si ce n'est que l'Union européenne, si elle est conduite par des responsables politiques hésitants à l'aube d'une nouvelle ère institutionnelle, doit aussi compter avec l'interpellation constructive de citoyens impliqués ?

C'est ce que souhaite notre génération d'Européens, celle des « enfants d'Erasmus », la première à avoir bénéficié du programme de mobilité étudiante européenne dès la fin des années 1980 et qui a pris position voilà tout juste un an dans ces mêmes colonnes pour en appeler au courage et à la mobilisation de nos dirigeants (Le Monde du 28 mars 2009).

Adolescents lors de la chute du mur de Berlin, nous avons grandi avec l'évidence européenne et sommes soucieux de voir disparaître la conviction et l'énergie politiques qui ont inspiré notre engagement.

Il y a en effet dans l'air du temps une sorte de schizophrénie collective. D'une part, la plupart des citoyens ont conscience que le monde change, qu'il faut se rassembler pour défendre nos intérêts mais aussi que l'Europe est la mieux à même de penser une gouvernance mondiale juste et efficace dont elle est le laboratoire naturel ; d'autre part, ils sont empêtrés dans la tentation nationale, qui est celle de la seule proximité, des intérêts à court terme et parfois même d'une certaine forme de populisme.

Les forces vives que représente cette génération d'Européens dans les secteurs de la société civile organisée, des médias, de la recherche, du monde de l'entreprise, dans les institutions ou plus largement dans la vie économique, sociale et intellectuelle de notre continent doivent se réveiller et saisir les opportunités qu'offre aussi la crise actuelle.

Mais cette génération pourra-t-elle s'appuyer sur les relais nécessaires dans toute démocratie ? Les partis politiques, mais aussi les médias et le système éducatif, ont une responsabilité particulière, puisqu'ils participent au système de démocratie raisonnée qui est désormais le propre des pays de l'Union européenne. Or, ce sont aujourd'hui les lieux où l'Europe est peut-être la plus absente et où ces enfants d'Erasmus ont du mal à trouver leur place.

N'est-ce pas là le véritable sujet d'inquiétude ? Deux générations qui se côtoient, l'une qui a grandi bercée par le rêve européen et qui s'investit plutôt dans la société civile, une autre qui gravit les échelons des partis et des médias nationaux, en s'appuyant parfois sur l'euroscpticisme ambiant pour avancer. Sans oublier que la mobilité européenne et l'idéal européen ne sont pas, pour tous les jeunes, une priorité, voire une évidence, quand ils ont déjà du mal à « affronter » leur vie quotidienne.

L'héritage le plus précieux des pères fondateurs, celui que nous devons à tout prix préserver, est peut-être tout simplement le courage. Valeur morale avant d'être politique, le courage isole toujours celui qui le pratique, avant de recréer du lien collectif, à un niveau supérieur. C'est pourquoi les situations inconnues effraient. Or la crise actuelle bouleverse l'ensemble des structures connues, déroute les certitudes les plus ancrées et les habitudes les plus tenaces.

En tant qu'il engage entièrement celui qui le pratique, le courage implique la responsabilité, sur les plans individuel et collectif. Pour qu'une communauté politique comme l'Europe, soixante ans après son acte fondateur, évite la dispersion et que son leadership ne sombre pas dans la dissolution, il est impératif que cette génération de citoyens européens s'implique collectivement et courageusement dans un projet qui ne peut plus progresser sans eux.

C'est le message que véhiculent les Etats généraux de l'Europe, rassemblement de la société civile, dont la troisième édition aura lieu samedi 17 avril, sur le thème de la responsabilité des Européens pour sortir de la crise mais aussi créer un monde meilleur. Après Lille et Lyon, c'est à Strasbourg que se retrouveront plusieurs milliers de citoyens, pour échanger et dialoguer avec de grands témoins et acteurs de la construction européenne.

Des dizaines d'associations, de nombreuses personnalités politiques, intellectuelles, économiques ou syndicales, de simples citoyens de tous horizons se retrouveront le temps d'une journée. Avec un objectif partagé : se rencontrer, débattre, contester, proposer, dans un esprit d'ouverture et de partage qui, justement, sont les valeurs qui ont présidé aux premiers pas de la construction européenne. Et puis - qui sait - poser un acte citoyen courageux : une première initiative citoyenne qui encouragerait les Etats membres à prendre les décisions qui les engageront désormais au sein d'une véritable Union politique, économique et sociale.

Aymeric Bourdin, délégué général d'Europa Nova ; **Cynthia Fleury**, philosophe, vice-présidente d'EuropaNova ; **Pauline Gessant**, secrétaire général du Mouvement européen ; **Sandro Gozi**, député, ancien conseiller de **Romano Prodi**, président de la Commission européenne ; **Thomas Klau**, directeur de l'ECFR Paris ; **Guillaume Klossa**, fondateur des Etats généraux de l'Europe, président d'EuropaNova ; **Christian Mandl**, fondateur de SkyEurope ; **Joaquin Munoz**, directeur général de Max Haavelar ; **Gaétane Ricard-Nihoul**, cofondatrice des Etats généraux de l'Europe, secrétaire générale de Notre Europe ; **Ivan Stefunko**, directeur du réseau européen d'Euractiv.